

## **LA FRANCE, L'EUROPE ET L'AFRIQUE : VERS UN NOUVEAU PARTENARIAT**

### **INTRODUCTION**

La France a joué un rôle essentiel dans la construction européenne (de la CEE à l'UE) et dans l'amarrage de l'Afrique à cette construction.

Cas particulier de l'Egypte et des pays du Maghreb (processus de Barcelone et 5+5)

### **L'EVOLUTION DE LA COOPERATION FRANCAISE ET EUROPEENNE DEPUIS LES INDEPENDANCES JUSQU' AUX ANEES 90.**

Ne pas perdre de vue la rivalité idéologique, politique et économique est/ouest, les guerres de libération et d'indépendance (Algérie) et le problème posé par l'Afrique du sud.

La faiblesse des Institutions inter africaines (CEA, OUA) durant cette période.

#### **1- Aspects politiques et de défense. Liens culturels.**

Le maintien d'un lien néo-colonial avec un certain nombre de pays (accords de défense, points d'appui, assistance technique). La dérive marxiste de quelques uns.

Maintien des liens culturels avec les Etablissements d'enseignement, l'Agence et une multiplicité d'Institutions francophones.

La multiplication des contacts et des ouvertures avec les ex colonies belges et les pays anglophones et lusophones (Sommet France Afrique tous les ans depuis 1973)

#### **2- Aspects économiques et financiers.**

La Zone Franc (avantages et inconvénients), les accords de produits et l'organisation des marchés (surtout agricoles), les préférences tarifaires.

Le financement d'une assistance technique de substitution et d'encadrement, puis de formation et de conseil. L'importance des Agences et Instituts de Recherche, Offices et Bureaux, notamment scientifiques (ORSTOM devenu IRD, GERDAT, BDPA, IRAM IRHO,CFDT etc..

Un instrument de coopération financière souple et polyvalent, le FAC, pouvant aller jusqu'à assurer les fins de mois.

#### **3- L'évolution parallèle de la Coopération européenne.**

Du traité de Rome (1957) à ceux de Yaoundé (1963 et 1969) puis à ceux de Lomé (5 traités marquant des élargissements et des évolutions successives entre 1975 et 2000). De 18 à 70 partenaires.

Des Institutions et mécanismes paritaires comparables à ceux de l'Europe sont mis en place : Comité des Ministres (et Comité conjoint), Comité des Ambassadeurs (et Comité conjoint), Assemblée paritaire ACP/UE, Comité économique et social, Secrétariat des ACP (environ 80 personnes)

#### **4- Les volets traditionnels de ces accords :**

- volet politique portant sur le respect des droits de l'homme et la démocratie,
- volet commercial avec au début des préférences tarifaires réciproques puis généralisées et des systèmes de soutien aux marchés.
- Volet coopération et développement. Politique de grands travaux. ou d'appui à certains secteurs (santé, éducation etc.)
- Volet financier en appui aux volets précédents avec des systèmes comme le STABEX et SYSMIN et, surtout, le FED (équivalent européen du FAC) et la BEI

### **LES CHANGEMENTS INTERVENUS DEPUIS LES ANNEES 90 ;**

#### **1- La situation internationale change.**

Effondrement de l'Empire soviétique et disparition de l'activisme idéologique des pays communistes mais des séquelles de violence perdurent en Afrique tandis que l'Europe se tourne vers les PECO.

Echec des interventions extérieures (Nations Unies en Angola) ou américaines (Somalie).

Les dictatures sont obligées de s'ouvrir en raison de la montée des oppositions, de leur échec économique et des pressions internationales (discours de La Baule de juin 1990).

#### **2- L'économie dicte sa loi.**

Le triomphe du libéralisme, le consensus de Washington et la politique d'ajustement structurel. Les privatisations.

La baisse de l'APD et l'inégale répartition des investissements.

#### **3- Les changements intervenus dans la politique française.**

Désengagement militaire et politique (réduction des points d'appui et mauvais souvenir de l'opération Turquoise. Désengagement en RCA, non intervention au Congo BZ). Promotion avec les britanniques du système RECAMP.

La dévaluation du franc CFA en janvier 1994. Ses effets globalement positifs.

La réforme et les nouveaux instruments de la coopération française (suppression du Ministère de la Coopération spécialement consacré aux « pays du champ », HCCI, CICIP, DGCID, ZSP (61 pays dont 44 en Afrique) et nouvelle répartition des missions entre le Quai d'Orsay et l'AFD. Aide projets et effort fait pour les PMA et le PPTE.

L'OIF et les nouvelles Institutions de la Francophonie (l'AIF remplace l'ACCT).  
Boutros Boutros Ghali puis Abdou Diouf Secrétaires généraux.

L'Afrique reste le premier bénéficiaire de l'aide (45% du total), 20% de nos échanges et 15% des investissements, 145000 ressortissants y vivent.

#### **4- La nouvelle Convention de Cotonou.**

Signée en 2000, elle est entrée en vigueur en avril 2003 : 79 ACP (Timor dernier associé ; problème pendant de Cuba) et 15 Européens. Les Institutions restent les mêmes.

Volet politique : on a essayé d'éviter les conditionnalités trop visibles. Problème posé par la Zambie. Problème des immigrants en situation illégale.

Volet commercial : engagements pris dans le cadre de l'OMC. Suppression progressive des systèmes antérieurs (y compris les préférences généralisées prévues jusqu'en 2005) remplacées par des accords de partenariat régionalisés. C'est là que se poursuivent les plus importantes discussions.

Volet coopération et développement : la lutte contre la pauvreté, santé et éducation, et encouragement aux privatisations et aux PME ont remplacé l'ajustement structurel.

Volet financier : le FED est remplacé par deux enveloppes, l'une confiée à la Commission pour soutenir le développement et l'autre à la BEI pour le secteur privé.

Complexité des financements. Avec le reliquat des FED antérieurs (10 milliards d'euros), 22 milliards devaient être disponibles de 2000 à 2006. La contribution de la France est de 24,3% (1<sup>er</sup> rang devant l'Allemagne).

#### **5- Les nouvelles initiatives concernant l'Afrique.**

Le réveil politique de la France seule ou avec les NU, les groupements régionaux et l'UA : Madagascar, Côte d'Ivoire, RDC (MONUC)

Les problèmes de la dette et la reprise de l'augmentation générale de l'APD derrière la France après la conférence de Monterrey.

Johannesburg et le développement durable.

Le SIDA et les médicaments génériques

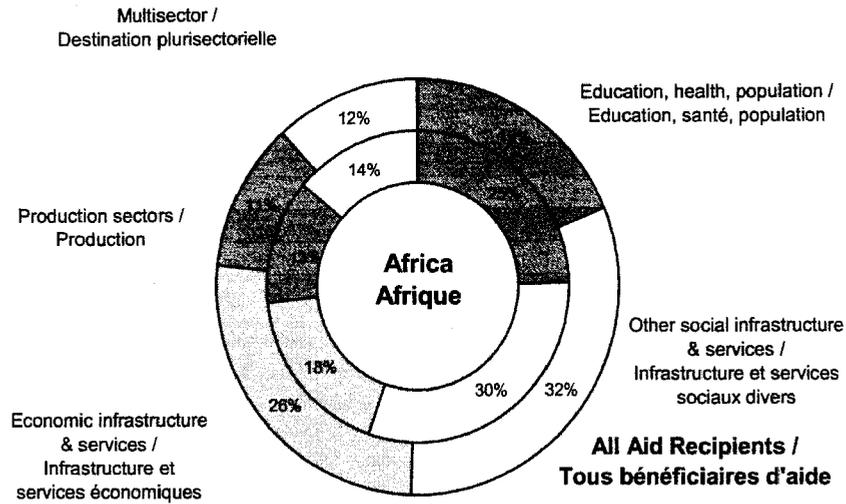
Le G8 d'EVIAN et les pays émergents, le NEPAD et l'AGOA (Africa Growth Opportunity Act).

## **CONCLUSION**

Aspect didactique de 40 ans de coopération nord / sud et exemplarité de l'accord de Cotonou.

La solidarité UE / ACP dans un monde globalisé, nouveau thème de réflexion.

**Chart 1: Aid by sector, 2000 / Aide par secteur, 2000**  
 (Inner: Africa; outer: All aid recipients) / (Cercle intérieur : Afrique ; cercle extérieur : Tous bénéficiaires d'aide)



**Chart 2: Aid by region in percent of total net aid, 1992-2000 / Aide par région en pourcentage de l'aide totale nette, 1992-2000**

